



Sarkozy, Medef : ce sont eux qui ont peur désormais

Ce n'est pas le vote par le Parlement dont le parti majoritaire ne représente aujourd'hui pas plus de 10 % des électeurs (sans compter les millions de travailleurs qui n'ont pas le droit de vote) qui va changer la donne. La véritable légitimité se trouve-t-elle du côté d'un gouvernement ultra-minoritaire qui n'a reçu aucun mandat pour casser les acquis sociaux ou du côté du peuple qui se bat avec détermination et dignité ?

Le combat magnifique des ports, des raffineurs, des cheminots, des éboueurs, des territoriaux et autres catégories en lutte reconductible, le pays en action permanente avec des formes unitaires en bas ont construit un mouvement qui est d'ores et déjà sans équivalent dans l'histoire des luttes en France.

En face, l'unité se fissure et l'idée de dirigeants syndicaux responsables tenant bien leurs troupes a fait long feu. Les appels lancés depuis des mois, par le FSC et d'autres, à prendre les choses en main par en bas et la prise en charge de leurs affaires par les travailleurs ont tout modifié. Surtout, la campagne monstre menée par les propriétaires des grands médias et leurs larbins d'éditorialistes et autres experts, visant à empêcher la jeunesse d'entrer dans la lutte pour ses droits, a failli. C'est aujourd'hui tout un peuple uni qui dit « bas les pattes » devant nos acquis sociaux et qui fait passer la peur dans le camp d'en face.

Ceux-là, ceux d'en-face, ont perdu leur superbe. Tous sans exception se demandent comment reprendre la main et ils ont choisi la voie des provocations et de la répression policière, de la négation du droit de grève avec l'indigne réquisition des raffineurs grévistes de chez Total.

Mais si notre peuple apprécie bien la situation et prend conscience que grâce à lui, la donne n'est plus la même, s'il renforce ce qu'il a commencé en multipliant les actions quotidiennes, s'il soutient financièrement les plus engagés, de grands espoirs vont naître. Que ceux qui déjà se voient prendre la place aient d'ailleurs à l'esprit qu'ils ne pourront plus faire le coup du « blanc bonnet et bonnet blanc ».

Deux journées d'actions nationales sont annoncées les 28 octobre et 6 novembre ; elles doivent sans nul doute connaître une grande réussite. Mais le plus important est l'installation, la consolidation dans chaque ville, chaque bourg, de luttes permanentes et de comités d'actions. Les salariés du privé, du public, les jeunes, les retraités... doivent se retrouver ensemble, définir des actions où chacun a sa place mais où le profit est attaqué.

Le capital est inquiet. Il sent que notre exemple peut faire contagion dans d'autres pays.

Voilà pourquoi nous condamnons l'absence de soutien réel de cette Confédération Européenne des Syndicats qui, après sa traditionnelle garden-party syndicale du mois dernier, est aujourd'hui muette et ne diffuse aucune information sur les luttes en France.

En revanche, nous accueillons avec un grand intérêt la déclaration de soutien de la Fédération Syndicale Mondiale au peuple de France ainsi que la visite dans notre pays jeudi 28 octobre de son secrétaire général George Mavrikos.

**Tous ensemble en même temps jusqu'au retrait de la casse
des retraites !**

Tous ensemble en même temps jusqu'à la victoire !